



Berne-Wabern, 31 juillet 2014

Focus Sri Lanka

Présence de l'armée sur le territoire national et nouvelles tensions sécuritaires

Haftungs- und Nutzungshinweis zu Quellen und Informationen

Der vorliegende Bericht wurde von der Länderanalyse des Bundesamtes für Migration (BFM) gemäss den gemeinsamen EU-Leitlinien für die Bearbeitung von Informationen über Herkunftsländer erstellt (http://www.bfm.admin.ch/bfm/de/home/themen/migration_analysen/herkunftslaenderinformationen-.html). Er wurde auf der Grundlage sorgfältig ausgewählter Informationsquellen zusammengestellt. Alle zur Verfügung stehenden Informationen wurden mit grösster Sorgfalt recherchiert, evaluiert und bearbeitet. Alle verwendeten Quellen sind referenziert. Dessen ungeachtet erhebt dieses Dokument keinen Anspruch auf Vollständigkeit. Es erlaubt auch keine abschliessende Bewertung darüber, ob ein individueller Antrag auf einen bestimmten Flüchtlingsstatus oder auf Asyl berechtigt ist. Wenn ein bestimmtes Ereignis, eine bestimmte Person oder Organisation in diesem Bericht keine Erwähnung findet, bedeutet dies nicht, dass ein solches Ereignis nicht stattgefunden hat oder dass die betreffende Person oder Organisation nicht existieren. Die Inhalte sind unabhängig verfasst und können nicht als offizielle Stellungnahme der Schweiz oder ihrer Behörden gewertet werden. Die auszugsweise oder vollständige Nutzung, Verbreitung und Vervielfältigung dieses Berichts unterliegt den in der Schweiz geltenden Klassifizierungsregeln.

Clauses sur les sources, les informations et leur utilisation

Ce rapport a été rédigé par l'Analyse sur les pays de l'Office Fédéral des Migrations (ODM) dans le respect des Lignes directrices de l'UE en matière de traitement et de transmission d'informations sur les pays d'origine (http://www.bfm.admin.ch/bfm/fr/home/themen/migration_analysen/herkunftslaenderinformationen.html). Ce document a été élaboré sur la base de sources d'informations soigneusement sélectionnées. Toutes les informations fournies ont été recherchées, évaluées et traitées avec la plus grande vigilance. Toutes les sources utilisées sont référencées. Cependant, ce document ne prétend pas à l'exhaustivité. Il n'est pas davantage concluant pour décider du bien-fondé d'une demande de statut de réfugié ou d'une demande d'asile particulière. Si un événement, une personne ou une organisation déterminé(e) n'est pas mentionné(e) dans le rapport, cela ne signifie pas forcément que l'événement n'a pas eu lieu ou que la personne ou l'organisation n'existe pas. A noter que ce document a été produit de manière indépendante et ne doit pas être considéré comme une prise de position officielle de la Suisse ou de ses autorités. Par ailleurs, ce rapport est soumis, tant dans son utilisation, sa diffusion et sa reproduction partielle ou intégrale, aux règles de classification en vigueur en Suisse.

Reservation on information, its use, and on sources

This report, written by Country Analysis of the Federal Office for Migration, is in line with the EU-Guidelines for processing Country of Origin Information (http://www.bfm.admin.ch/bfm/en/home/themen/migration_analysen/herkunftslaenderinformationen.html). The report draws on carefully selected sources; they are referenced in the report. Information has been researched, analyzed, and edited respecting best practices. However, the authors make no claim to be exhaustive. No conclusions may be deduced from the report on the merits of any claim to the well-foundedness of a request for refugee status or asylum. The fact that some occurrence, person, or organization may not have been mentioned in the report does not imply that such occurrence is considered as not having happened or a person or organization does not exist. This report is the result of independent research and editing. The views and statements expressed in this report do not necessarily represent any consensus of beliefs held by the Swiss government or its agencies. Using, disseminating, or reproducing this report or parts thereof is subject to the provisions on the classification of information applicable under Swiss law.

Fragen/Kommentare, questions/commentaires, questions/comments:

coi@bfm.admin.ch

Table des matières

Synthèse.....	4
Main findings.....	5
1. Sources	6
2. Nombre de soldats stationnés dans le Nord et l'Est du Sri Lanka.....	6
3. Implication de l'armée dans les activités civiles dans le Nord et l'Est.....	8
4. L'armée dans le sud du pays.....	10
5. Observation, surveillance et enregistrement de la population vivant dans le Nord et l'Est	11
6. Résurgence de nouvelles tensions en 2014.....	13
6.1. Augmentation du nombre de soldats et renforcement des mesures sécuritaires	16
6.2. Mesures législatives adoptées.....	17

Sujet

Dans le présent document, les questions suivantes seront traitées :

- Que sait-on sur la présence de l'armée sur le territoire national sri lankais ?

Synthèse

Depuis la fin de la guerre en mai 2009, de nombreuses sources ont rapporté que malgré une diminution des troupes par rapport à la période de conflit, le nombre de soldats stationnés dans le Nord et l'Est du pays demeurait élevé. Le nombre exact de troupes stationnées dans ces régions reste, cependant, inconnu. De nombreux articles et rapports relatent aussi l'implication grandissante de l'armée dans des domaines ne relevant pas de la sécurité, mais du domaine économique et administratif du pays. Une autre tâche assignée à l'armée dans ces zones serait la surveillance, l'observation et l'enregistrement de la population.

L'armée n'est pas uniquement déployée dans les anciennes zones de conflit. En effet, en août 2013, à Weliveriya (situé dans la province ouest à environ 20 km au nord de Colombo), l'armée a violemment réprimé une manifestation de villageois cinghalais, faisant trois morts et de nombreux blessés. De plus, en juin 2014, l'armée a été mobilisée pour maintenir l'ordre et favoriser la reconstruction suite aux dommages causés par les violences à l'égard des musulmans qui ont éclaté dans les villes d'Aluthgama (située dans la province ouest à environ 60 km au sud de Colombo) et de Beruwala (située dans la province ouest à environ 60 km au sud de Colombo).

Depuis mars 2014, de nouvelles tensions ont éclaté suite à la tentative supposée d'un groupe d'anciens membres des LTTE, dirigé par un certain Gopi et soutenu par la diaspora, de raviver les LTTE. Le groupe aurait, entre autre, été chargé d'organiser des attaques terroristes ainsi que de recouvrer des armes cachées par les LTTE avant la fin de la guerre. Le groupe de Gopi aurait été aussi tenté de recruter des anciens membres des LTTE n'ayant pas été réhabilités et des jeunes sans emploi, avec pour but de les inciter à participer à des actes terroristes. Ces événements ont, entre autres, eu pour conséquence une augmentation des troupes et un renforcement des mesures de sécurité dans les anciennes zones de conflit.

Le 21 mars 2014, le gouvernement sri lankais a adopté un décret basé sur un règlement datant de 2012 et listant 16 organisations tamoules actives, entre autres, en Australie, au Canada, en France, en Italie, en Norvège, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Suisse, ainsi que 424 personnes. Ces organisations et ces individus sont considérés par le gouvernement comme ayant commis, tenté de commettre, participé à ou facilité la perpétration d'actes terroristes. Leurs avoirs financiers et ressources économiques doivent, selon le décret, être gelés.

Selon certains analystes, l'adoption de ce décret poursuivrait plusieurs objectifs, comme par exemple : restreindre les mouvements de fonds destinés aux partis d'opposition tamouls ainsi qu'aux organisations de la société civile tamoule, punir les individus au Sri Lanka et à l'étranger qui auraient aidé les enquêtes de l'ONU avant le vote du Conseil des droits de l'homme en mars 2014, et de rendre plus difficile pour les activistes au Sri Lanka de recueillir et de diffuser des informations sur les crimes de guerre présumés et autres violations des droits de l'homme et ainsi les empêcher de participer à la commission d'enquête mise en place par la résolution adoptées en mars 2014 par le Conseil des droits de l'homme.

Main findings

Since the end of the war in May 2009, there have been reports from multiple sources that, despite a reduction in the overall number of troops deployed, there is still a large military presence in the North and East of the Sri Lanka. However, exact figures are not forthcoming. Several articles and reports also note the growing involvement of the army in non-security-related areas, such as the civil administration and local economy. Added to this are claims that the tasks of the troops deployed in the aforementioned zones include the surveillance, monitoring and registration of local communities.

The army is also deployed outside former conflict zones. In August 2013, the army violently suppressed a demonstration by the local Sinhalese community in Weliveriya (in the Western Province some 20 km north of Colombo), which left three dead and many injured. In June 2014, the army was called in to restore order and to carry out reconstruction work following the damage caused by anti-Muslim violence in the towns of Aluthgama (in the Western Province, some 60 km south of Colombo) and Beruwala (also in the Western Province, some 60 km south of Colombo).

In March 2014, tensions were reignited after an alleged attempt by a group of former LTTE members, led by "Gopi" and supported by the diaspora, to revive the LTTE. It was claimed that the group had been instructed to organise terrorist attacks and to recover arms hidden by the LTTE prior to the end of the war. The group allegedly had tried to recruit former unrehabilitated LTTE members as well as unemployed youth with the intention of using them for acts of terrorism. As a result of these incidents, a number of steps were taken, including an increase in troop numbers and tighter security measures in former conflict zones.

On 21 March 2014, the Sri Lankan government adopted a decree based on a regulation dating from 2012, in which it listed 16 active Tamil organisations and 424 individuals around the world (Australia, Canada, France, Italy, Norway, the United States, the UK and Switzerland), who it believes to be committing, attempting to commit, facilitating or participating in the commission of acts of terrorism. The decree stipulates that the financial assets and economic resources of these entities and individuals must be frozen.

According to some analysts the adoption of this decree serves several purposes, such as for instance: to restrict the flow of funds to Tamil political parties and civil society organizations, to punish individuals in Sri Lanka and abroad who assisted UN investigations prior to the UN Human Rights Council vote in March 2014, and to make it more difficult for activists in Sri Lanka to gather and disseminate information on alleged war crimes and other human rights violations, thereby preventing them from taking part in the inquiry established following the UN Human Rights Council Resolution of March 2014.

1. Sources

Le présent Focus a été principalement élaboré sur la base d'informations accessibles au public et recueillies au travers de recherches Internet ou auprès de notre réseau de contacts. Les données contenues dans ce rapport sont essentiellement issues de documents onusiens, de rapports académiques, d'articles de presse, de statistiques et informations publiées par le gouvernement du Sri Lanka ainsi que de rapports rédigés par des organisations non-gouvernementales nationales et internationales ou des agences donatrices. Ces informations ont ensuite été vérifiées et de nouvelles informations recueillies lors d'interviews avec des employés d'ONGs nationales et internationales, des membres de la société civile, ainsi que des représentants d'organisations internationales et des autorités sri lankaises, menées entre le 10 et le 20 décembre 2013 à Jaffna, Kilinochchi, Trincomalee, Vavuniya et Colombo. Compte tenu du caractère très vaste du sujet de ce Focus, du très grand nombre de sources publiques à disposition ainsi que du fait que certains éléments restent flous malgré des recherches approfondies, les informations fournies ne prétendent pas être exhaustives.

2. Nombre de soldats stationnés dans le Nord et l'Est du Sri Lanka

Depuis la fin de la guerre en mai 2009, de nombreuses sources ont rapporté que malgré une diminution des troupes par rapport à la période de conflit, le nombre de soldats stationnés dans le Nord et l'Est du pays demeurait élevé. Le nombre exact de militaires stationnés dans ces régions reste, cependant, inconnu. En effet, les déclarations officielles des représentants du gouvernement sri lankais en la matière sont contradictoires. Selon la presse sri lankaise, le président Rajapakse aurait affirmé le 19 janvier 2014 que le nombre de soldats postés dans la province Nord du pays avait été drastiquement réduit, passant de 70'000 à la fin de la guerre à 12 000 soldats début 2014.¹ Deux jours plus tard, alors qu'il faisait une présentation à la communauté diplomatique à Genève, le secrétaire à la présidence, M. Lalith Weerasingha, a affirmé que le nombre de soldats postés dans le nord du pays avait diminué de 30 % depuis la fin de la guerre, passant de 120'000 hommes en mai 2009 à environ 80'000 en octobre 2013.² Ce chiffre a été réaffirmé par M. Weerasingha alors qu'il s'exprimait devant

-
- ¹ Daily News, *Troops drastically down in North*, 20 January 2014, <http://www.dailynews.lk/local/troops-dramatically-down-north> (09.07.2014);
Colombo Telegraph, *Lalith Weerasingha Rebuts President On Northern Troop Numbers*, 23 January 2014, <https://www.colombotelegraph.com/index.php/lalith-weerasingha-rebuts-president-on-northern-troop-numbers/> (09.07.2014);
Colombo Telegraph, *Rajapaksa State Media's Rajpal Abeynayake Confirms President's Lie*, 20 February 2014, <https://www.colombotelegraph.com/index.php/rajapaksa-state-medias-rajpal-abeynayake-confirms-presidents-lie/> (14.07.2014);
Sri Lanka Mirror, *Less than 10 Army camps in North – President*, 20 January 2014, <https://www.mirror.lk/news/13000-less-than-10-army-camps-in-north-president> (14.07.2014);
Ministry of Defence and Urban Development, *Military presence in the North has been greatly reduced – President*, 20 January 2014, http://www.defence.lk/new.asp?fname=Military_presence_in_the_North_has_been_greatly_reduced_20140120_04 (14.07.2014);
Ministry of Mass Media and Information, *Government is committed to develop the Northern Province – President*, 20 January 2014, http://www.media.gov.lk/english/index.php?option=com_content&view=article&id=522:government-is-committed-to-develop-the-northern-province--president&Itemid=90&lang=en (14.07.2014);
Read Sri Lanka, *Our fullest assistance for the development of the Northern Province – President*, 23 January 2014, <http://english.readsri.lanka.com/ourfullest-assistance-for-the-development-of-the-northern-province-president/> (14.07.2014).
- ² Colombo Telegraph, *Lalith Weerasingha rebuts President on Northern troop numbers*, 23 January 2014, <https://www.colombotelegraph.com/index.php/lalith-weerasingha-rebuts-president-on-northern-troop-numbers/> (09.07.2014);
Presidential secretary, Lalith Weerasingha, Presentation, *Taking forward the national plan of action to implement the recommendations of the LLRC*, 21 January 2014, <http://www.dh-web.org/hrsits/GenevaLWppt.pdf> (09.07.2014).

la presse à Colombo le 13 février 2014.³ Les estimations des ONGs en la matière sont beaucoup plus élevées que les chiffres officiels.

D'après les informations recueillies dans un article paru en février 2012 sur le site de l'agence *Inter Press Services*, plusieurs ONGs estimaient que 35'000 soldats étaient stationnés à Jaffna, dont la population s'élevait à 626'000 habitants. Cela équivalait à un soldat pour 18 habitants, incluant femmes, enfants, personnes âgées et malades.⁴

Selon un article publié en juillet 2012 dans le journal indien *Economic and Political Weekly*⁵, il était estimé qu'en 2012, 198'000 agents de sécurité (membres de l'armée de terre, de l'armée de l'air, de la marine, des services de renseignement, des forces de sécurité civile, de la police, etc.) étaient stationnés dans la province Nord. Ceci correspondait à un agent de sécurité pour chaque 5.04 civil ou 198.4 agent de sécurité par 1000 civils. Ces chiffres sont très élevés en comparaison à d'autres situations. Par exemple, en Iraq, en 2007, il y avait environ 20 agents de sécurité pour 1000 civils. En 2003, en Tchétchénie, on estimait qu'il y avait 150 soldats pour 1000 civils.⁶

Dans un rapport publié en février 2013, l'*International Crisis Group* affirme que bien qu'il semble y avoir eu une légère diminution du nombre de troupes à Jaffna, le niveau global de troupes stationnées dans la province Nord resterait très élevé. En effet, environ 150'000 soldats seraient stationnés dans le Nord et l'Est du pays.⁷ En mars 2014, cette même source estimait qu'environ 120'000 militaires seraient encore stationnés dans la province Nord, ce qui représenterait un soldat pour 8.7 habitants.⁸

Face aux critiques concernant la forte présence de soldats dans le Nord et l'Est du pays, Gotabaya Rajapaksa (Secrétaire d'Etat à la Défense et frère du président) a, à plusieurs reprises, rétorqué que cette présence était tout à fait justifiée compte tenu du fait que des menaces de résurgence des LTTE pesaient toujours sur le pays. A ce propos, lors de sa conférence délivrée à la General Sir John Kotelawala Defence University⁹ le 13 juin 2013, il a déclaré ce qui suit : « *Furthermore, although the requirement for offensive military operations no longer exists in Sri Lanka, it is of the utmost importance that our security measures are not relaxed. Although the military is not engaged in law enforcement activities, and although their visible presence has been greatly reduced, it is essential for the military to be placed in strategic locations throughout Sri Lanka. Particularly in the North and East, where we know that there are still potential threats to National Security, it is essential to have a significant though unobtrusive military presence. Some recent efforts of international elements to reorganise pro-LTTE elements in the North underscores the need for this. For example, the recent arrest of some youth in Jaffna and Chennai who had been recruited by a Chennai based LTTE-linked group funded by the LTTE's Europe based network, shows the utmost need to remain vigilant in this regard.* »¹⁰

³ Daily News, U.S Anti Lanka lawmakers can't spot us on map!, 14 February 2014, <http://www.dailynews.lk/local/us-anti-lanka-lawmakers-cant-spot-us-map> (14.07.2014).

⁴ IPS, Natasha Pieris, *Sri Lanka: Terrorists Out, Army In – Part 1*, 16 February 2012, <http://www.ipsnews.net/2012/02/sri-lanka-terrorists-out-army-in-ndash-part-1/> (09.07.2014).

⁵ Economic and Political Weekly, <http://www.epw.in/> (09.07.2014).

⁶ Economic and Political Weekly, *Notes on the Military Presence in Sri Lanka's Northern Province*, vol. XLVII, no. 28, 14 July 2012, http://www.epw.in/system/files/pdf/2012_47/28/Notes_on_the_Military_Presence_in_Sri_Lankas_Northern_Province.pdf (09.07.2014).

Groundviews, *How credible are the latest official claims concerning troop reductions in Jaffna?*, 10 July 2012, <http://groundviews.org/2012/07/10/how-credible-are-the-latest-official-claims-concerning-troop-reductions-in-jaffna/> (09.07.2014).

⁷ International Crisis Group, *Sri Lanka's Authoritarian Turn: The Need for International Action*, Asia Report N°243 20 February 2013, <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/243-sri-lankas-authoritarian-turn-the-need-for-international-action.pdf> (09.07.2014).

⁸ International Crisis Group, *The Forever War? Military Control in Sri Lanka's North*, 25 March 2014, <http://blog.crisisgroup.org/asia/2014/03/25/the-forever-war-military-control-in-sri-lankas-north/> (09.07.2014).

⁹ Pour plus d'informations: <http://www.kdu.ac.lk/> (09.07.2014).

¹⁰ Sri Lankan Defence Secretary, Gotabaya Rajapaksa, "Sri Lanka's National Security Concerns," lecture delivered at the Kotelawala Defence University, 13 June 2013, http://www.defence.lk/new.asp?fname=Sri_Lanka_National_Security_Concerns_20130613_08 (09.07.2014).

De plus, dans son discours donné en septembre 2013 dans le cadre d'un séminaire annuel sur la Défense organisé par les forces armées¹¹, il a déclaré que le nombre de camps militaires ainsi que de troupes avait très fortement diminué depuis la fin de la guerre. Selon lui, bien que l'armée reste présente dans cette région pour des raisons stratégiques de sécurité, elle était principalement engagée dans des activités d'aide au développement ayant pour but de gagner les cœurs et les esprits de la population. Toujours selon lui, l'entière responsabilité du respect de la loi et du maintien de l'ordre a été transmise à la police. Il affirme aussi dans son discours qu'à cet effet, des nouveaux postes de police ont été créés et des officiers de police parlant le tamoul engagés.¹²

3. Implication de l'armée dans les activités civiles dans le Nord et l'Est

Comme nous venons de le voir dans le paragraphe précédent, M. Gotabaya Rajapaksa a déclaré que, dans le Nord et l'Est du pays, l'armée était engagée dans des activités dépassant le cadre sécuritaire. A ce propos, de nombreux articles et rapports relatent l'implication grandissante de l'armée dans des domaines ne relevant pas de la sécurité, mais du domaine économique et administratif du pays. L'armée est, entre autres, active dans le domaine agricole, dans la construction, ainsi que dans la gestion de restaurants, de magasins d'alimentations, d'hôtels, d'activités touristiques, de stades de cricket, de salons de coiffure, etc.¹³

De plus, selon un rapport de l'*International Crisis Group* publié en février 2013, les militaires continueraient à être très impliqués à tous les niveaux de l'administration civile dans le Nord et joueraient un rôle central dans la gestion du développement économique et de la recons-

¹¹ Pour plus d'informations: <http://www.defseminar.lk> (09.07.2014).

¹² Full Text of the Speech delivered by Secretary Defence at the 'Defence Seminar 2013' on 03rd September 2013 at the Galadari Hotel in Colombo, http://www.defence.lk/new.asp?fname=full_text_Post_Conflict_Sri_Lanka_Challenges_20130903 (09.07.2014).

¹³ International Crisis Group, *Sri Lanka's North II Rebuilding under the Military*, Asia Report N°220, 16 mars 2012, <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/220-sri-lankas-north-ii-rebuilding-under-the-military.pdf> (09.07.2014); Freedom House, *Freedom in the World 2013, Sri Lanka*, <http://www.freedomhouse.org/report/freedom-world/2013/sri-lanka> (09.07.2014); BBC News, *Sri Lanka army opens travel wing*, 14 March 2011, http://www.bbc.co.uk/sinhala/news/story/2011/03/110314_army_travel_agency.shtml (09.07.2014); BBC News, *Sri Lanka army becomes vegetable vendor as prices rise*, 7 January 2011, <http://www.bbc.co.uk/news/world-south-asia-12138540> (09.07.2014); BBC News, *Sri Lanka army to run cricket stadiums*, 3 November 2011, <http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-15574128> (09.07.2014); Tamilnet, *SLA opens 'luxury' resort in occupied Tamil land*, 5 octobre 2010, <http://www.tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=32744> (09.07.2014); Daily Mirror, *Army to build a five star hotel in Colombo*, 6 November 2011, <http://www.dailymirror.lk/news/14575-army-to-build-a-five-star-hotel-in-colombo.html> (09.07.2014); Sri Lanka Campaign for Peace and Justice, *Thinking of visiting Sri Lanka? Think again*, <http://www.srilankacampaign.org/linkedbusinesses.htm> (09.07.2014); The Global Mail, *The Brother's grip*, 23 August 2013, <http://sri-lanka.theglobalmail.org/brothers-grip> (09.07.2014); Lanka Business Online, *Sri Lanka military opens more hotels, creates resort brand*, 9 November 2012, <http://www.lankabusinessonline.com/news/sri-lanka-military-opens-more-hotels,-creates-resort-brand/369700485> (09.07.2014); Daily Telegraph, *Sri Lanka criticised over 'war tourism'*, 4 January 2013, <http://www.telegraph.co.uk/travel/travelnews/9779857/Sri-Lanka-criticised-over-war-tourism.html> (09.07.2014); Daily Mirror, *Company To Be Formed by Army to Undertake Projects*, 19 January 2012, <http://www.dailymirror.lk/news/16179-company-to-be-formed-by-army-to-undertake-projects.html> (09.07.2014); Minority Rights Group, *Living with insecurity: Marginalization and sexual violence against women in north and east Sri Lanka*, 16 October 2013, <http://www.minorityrights.org/12117/press-releases/minority-women-in-sri-lanka-facing-increasing-levels-of-sexual-violence-and-insecurity.html> (09.07.2014).

truction physique de la région.¹⁴ Ces informations sont confirmées par un rapport publié par le *Minority Rights Group* en octobre 2013. D'après ce rapport, l'armée a un rôle important dans l'administration civile, à travers, entre autres, la nomination d'anciens commandants militaires aux postes de gouverneur des provinces du Nord et de l'Est.¹⁵ En effet, le gouverneur de la province du Nord est le Major Général GA Chandrasiri, ancien commandant des forces de sécurité de Jaffna.¹⁶ Le gouverneur de la province de l'Est est le contre-amiral Mohan Wijewickrama, ancien chef d'état-major de la marine sri lankaise.¹⁷

L'implication de l'armée impacterait négativement sur l'économie des anciennes zones de conflit, en particulier sur les possibilités pour les civils de poursuivre des activités génératrices de revenu. Cet élément est, entre autres, discuté dans le rapport du *Minority Rights Group* publié en octobre 2013. En effet, ce rapport note qu'actuellement, beaucoup de femmes dont le revenu provenait auparavant des légumes cultivés dans leurs jardins ne peuvent ou ne veulent pas rivaliser avec l'armée, elle-même impliquée dans la vente de légumes dans les régions du Nord.¹⁸ Cet élément a aussi été mentionné par la délégation du Parlement de l'Union Européenne qui s'est rendue au Sri Lanka en juillet 2013. En effet, Mme Jean Lambert, cheffe de la délégation, a affirmé que l'implication excessive de l'armée dans la vie économique pourrait mettre en danger les accords commerciaux internationaux conclus par le Sri Lanka, car cette implication militaire dans l'économie représentait un avantage concurrentiel injuste.¹⁹ De plus, selon l'*International Crisis Group*, la présence d'un grand nombre de militaires dans le nord et la forte implication de l'armée dans l'administration de la province mettent en péril le rétablissement des institutions démocratiques, qui est nécessaire à l'instauration d'une paix durable.²⁰

Lors d'une conférence de presse donnée le 31 août 2013 à Colombo, Mme Navi Pillay, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, a déclaré être préoccupée par le degré d'implication de l'armée dans des domaines qui devraient être des activités civiles, par exemple l'éducation, l'agriculture ou le tourisme. Quatre années après la fin de la guerre, la prévalence et le niveau d'implication des soldats dans la communauté semblent beaucoup plus importants que ce qui serait nécessaire pour des objectifs strictement militaires ou de reconstruction. Elle a demandé au gouvernement d'accélérer le processus de démilitarisations des deux provinces affectées par la guerre.²¹

Face aux critiques concernant l'engagement de l'armée dans des activités civiles, Gotabaya Rajapaksa affirme que cet engagement ne doit pas être qualifié négativement, mais doit être perçu comme ayant un impact positif aussi bien sur la sécurité du pays que sur la vie des habitants du Nord et de l'Est. En effet, dans sa conférence déléguée à la Kotelawala Defence University le 13 juin 2013, Gotabaya Rajapaksa a déclaré : «*It must also be underscored that as a Sovereign nation, Sri Lanka has every right to place its security elements in any part of the country it so chooses. While some in the international community talk about the so-called*

¹⁴ International Crisis Group, *Sri Lanka's Authoritarian Turn: The Need for International Action*, Asia Report N°243 20 February 2013, <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/243-sri-lankas-authoritarian-turn-the-need-for-international-action.pdf> (09.07.2014).

¹⁵ Minority Rights Group, *Living with insecurity: Marginalization and sexual violence against women in north and east Sri Lanka*, 16 October 2013, <http://www.minorityrights.org/12117/press-releases/minority-women-in-sri-lanka-facing-increasing-levels-of-sexual-violence-and-insecurity.html> (09.07.2014).

¹⁶ Governor's Secretariat, *New role, familiar tasks for GA Chandrasiri*, 12 August 2009, http://www.np.gov.lk/index.php?option=com_content&view=article&id=66&Itemid=132 (09.07.2014).

¹⁷ Sri Lanka Brief, *Rajapaksa strengthens blueprint of Sinhalicisation in East*, 27 December 2011, <http://srilankabrief.blogspot.ch/2011/12/rajapaksa-strengthens-blueprint-of.html> (09.07.2014).

¹⁸ Minority Rights Group, *Living with insecurity: Marginalization and sexual violence against women in north and east Sri Lanka*, 16 October 2013, <http://www.minorityrights.org/12117/press-releases/minority-women-in-sri-lanka-facing-increasing-levels-of-sexual-violence-and-insecurity.html> (09.07.2014).

¹⁹ Daily Mirror, *Military stifling growth in North: EU*, 13 July 2013, <http://www.dailymirror.lk/top-story/32662-military-stifling-growth-in-north-eu.html> (09.07.2014).

²⁰ International Crisis Group, *The Forever War? Military Control in Sri Lanka's North*, 25 March 2014, <http://blog.crisisgroup.org/asia/2014/03/25/the-forever-war-military-control-in-sri-lankas-north/> (09.07.2014).

²¹ Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Opening remarks by UN High Commissioner for Human Rights Navi Pillay at a press conference during her mission to Sri Lanka Colombo*, 31 August 2013, <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=13673&LangID=E> (09.07.2014).

militarisation of the North and East, and some political parties in Sri Lanka decry the presence of the military in these areas, it must also be understood that the people of the North and East mostly have a very cordial relationship with the military. Since the end of the war, the military has been involved in a great deal of reconstruction work, and they have also supported the people of the area to resume their livelihoods. They have provided equipment and material for agriculture, fishing and various types of assistance for small business development. The increased attention given to Civic-Military affairs also helps National Security because it helps the Armed Forces to win the hearts and minds of the people in the former conflict areas. »²²

4. L'armée dans le sud du pays

En ce qui concerne la présence de l'armée sur le territoire national, il est important de noter que l'armée n'est pas uniquement déployée dans les anciennes zones de conflit. En effet, le 1^{er} août 2013, à Weliveriya (environ 20 km au nord de Colombo), l'armée a violemment réprimé une manifestation de villageois cinghalais demandant la fermeture d'une usine de gants de caoutchouc jugée responsable de la pollution de leur source d'eau potable, faisant trois morts et de nombreux blessés. Les journalistes venus couvrir l'événement auraient, quant à eux, été victimes de pressions, d'intimidations et d'attaques de la part des militaires. Quelques jours plus tard, Nimal Siripala de Silva, Ministre de l'Irrigation et du Développement des Ressources en Eau, a affirmé au Parlement que l'armée avait été obligée d'ouvrir le feu en légitime défense. Le porte-parole de l'armée a déclaré le 4 août que l'armée mènerait une enquête sur l'incident et qu'un rapport serait présenté dans les deux semaines suivantes. La Commission des droits de l'homme du Sri Lanka a aussi établi une commission d'enquête.²³ Voici ce que le *Daily Mirror* a relaté : « *Army Commander Lt. General Daya Ratnayake said yesterday that the Court of Inquiry appointed by him to look into the Rathupaswela shooting had found that the conduct of the Army had gone beyond their legal duties during the incident.* »²⁴ Les enquêtes menées par l'armée ont abouti à la mise à pied de quatre officiers supérieurs.²⁵ A ce propos, M. Dayan Jayatilleke, ancien ambassadeur et représentant per-

²² Sri Lankan Defence Secretary, Gotabaya Rajapaksa, "Sri Lanka's National Security Concerns," lecture delivered at the Kotelawala Defence University, 13 June 2013,

http://www.defence.lk/new.asp?fname=Sri_Lanka_National_Security_Concerns_20130613_08 (09.07.2014).

²³ CBC News, *1 dead, 15 wounded in Sri Lanka protest over clean water*, 2 August 2013,

<http://www.cbc.ca/news/world/1-dead-15-wounded-in-sri-lanka-protest-over-clean-water-1.1350301>

(19.04.2014);

Sri Lanka Mirror, *Weliveriya death toll gone up to three*, 4 August 2013, <https://srilankamirror.com/news/9479-weliveriya-death-toll-gone-up-to-three> (19.04.2014);

Amnesty International, *Sri Lanka. L'enquête sur la mort de manifestants qui auraient été tués par l'armée doit être véritablement indépendante*, 5 août 2013, <http://www.amnesty.fr/Presse/Communiqués-de-presse/Sri-Lanka-L-enquete-sur-la-mort-de-manifestants-qui-auraient-ete-tues-par-l-armee-doit-etre-veritabl-9133>

(19.04.2014);

Reporters Sans Frontières, *Plusieurs journalistes agressés par des militaires en marge de manifestations environnementales*, 5 août 2013, http://fr.rsf.org/sri-lanka-plusieurs-journalistes-agresses-05-08-2013_45018.html (19.04.2014);

The Sunday Times, *Woes of Weliveriya water war*, 4 August 2013,

<http://www.sundaytimes.lk/130804/news/woes-of-weliveriya-water-war-55854.html> (19.04.2014);

Colombo Telegraph, *Fight for clean water turns deadly: Army fires on Weliveriya demonstrators*, 1 August 2013, <https://www.colombotelegraph.com/index.php/fight-for-clean-water-turns-deadly-army-fires-on-weliveriya-demonstrators/> (19.04.2014);

Colombo Telegraph, *Credibility of army inquiry on Weliveriya killings?*, 22 August 2013,

<https://www.colombotelegraph.com/index.php/credibility-of-army-inquiry-on-weliveriya-killings/> (19.04.2014);

Colombo Gazette, *HRC probe on Weliveriya*, 3 August 2013, <http://colombogazette.com/2013/08/03/hrc-probe-on-weliveriya/> (19.04.2014).

International Crisis Group, *Sri Lanka's Potemkin peace: Democracy under fire*, Asia Report N°253, 13 November 2013, <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/253-sri-lankas-potemkin-peace-democracy-under-fire.pdf> (19.04.2014).

The Island, *Security forces personnel fired in self defence – Govt.*, 6 August 2013,

http://www.island.lk/index.php?page_cat=article-details&page=article-details&code_title=85290 (19.04.2014).

²⁴ Daily Mirror, *Weliveriya shooting: Army exceeded its remit*, 4 October 2013,

<http://www.dailymirror.lk/news/36532-weliveriya-shooting-army-exceeded-its-remit.html> (19.04.2014).

²⁵ Daily Mirror, *Weliveriya shooting: Army exceeded its remit*, 4 October 2013,

<http://www.dailymirror.lk/news/36532-weliveriya-shooting-army-exceeded-its-remit.html> (19.04.2014).

manent auprès des Nations Unies à Genève, s'est exprimé comme suit : « *The obvious observations will be, if this is how the State authorities treat unarmed Sinhalese, largely Buddhist civilian men, women and children who are protesting against polluted water, how must that state have treated the Tamils in the closing stages of the war?* » Le journaliste qui rapporte ces propos ajoute ensuite dans son article : « *While there is plenty of evidence to suggest how Tamils were treated in the closing stages of the war, it is important to remember that Weliveriya happened in an area fully governed by elected political institutions whereas the very same military apparatus has run the North of the country since the end of the war.* »²⁶

De plus, en juin 2014, l'armée a été mobilisée pour maintenir l'ordre et encadrer la reconstruction suite aux dommages causés par les violences à l'égard des musulmans qui ont éclaté dans les villes d'Aluthgama (située dans la province ouest à environ 60 km au sud de Colombo) et de Beruwala (située dans la province ouest à environ 60 km au sud de Colombo) et au cours desquelles 4 personnes ont été tuées et plus de 80 blessées.²⁷ Plusieurs sources ont affirmé que les forces de police déployées lors de ces événements n'ont pas tenté d'empêcher les violences et certains affirment même que la police aurait tiré sur des civils.²⁸

5. Observation, surveillance et enregistrement de la population vivant dans le Nord et l'Est

Diverses sources relatent le fait que depuis la fin de la guerre, le gouvernement sri lankais aurait enregistré et photographié de force les citoyens vivant dans les anciennes zones de conflit, où les résidents sont majoritairement tamouls.

En février 2011, des membres de la Tamil National Alliance²⁹ (TNA) ont présenté une requête à la Cour Suprême demandant que les agents de sécurité et les responsables de vil-

²⁶ Opendemocracy, M. Samarakoon, *Weliveriya: crushing protest, polluting democracy, Sri Lankan style*, 6 August 2013, <http://www.opendemocracy.net/m-samarakoon/weliveriya-crushing-protest-polluting-democracy-sri-lankan-style> (19.04.2014).

²⁷ Colombo Telegraph, *Who'd Challenge This Military Involvement?*, 4 July 2014, <https://www.colombotelegraph.com/index.php/whod-challenge-this-military-involvement/> (09.07.2014).
News.lk, *President inspects Beruwala and Aluthgama reconstruction work*, 1 July 2014, <http://www.news.lk/news/politics/item/1436-president-inspects-beruwala-and-aluthgama-reconstruction-work> (09.07.2014);
Daily News, *Army gets down to reconstruction in Aluthgama, Beruwala*, 3 July 2014, <http://www.dailynews.lk/?q=police-legal/army-gets-down-reconstruction-aluthgama-beruwala#sthash.FvT9GBHi.dpuf> (14.07.2014);
Ministry of Defence and Urban Development, *Aluthgama reconstruction in progress*, 9 July 2014, http://www.defence.lk/new.asp?fname=Aluthgama_reconstruction_in_progress_20140708_04 (14.07.2014);
Aljazeera, *In Pictures: Sri Lanka hit by religious riots*, 18 June 2014, <http://www.aljazeera.com/indepth/inpictures/2014/06/pictures-sri-lanka-hit-religio-2014617112053394816.html> (14.07.2014).

²⁸ Colombo Telegraph, *JMO And PM Reports On Aluthgama Deaths Are Fabricated – Justice Minister Confirms*, 25 June 2014, <https://www.colombotelegraph.com/index.php/jmo-and-pm-reports-on-aluthgama-deaths-are-fabricated-justice-minister-confirms/> (14.07.2014);
The Nation, *Aluthgama and Beruwala 'burnt' by - Fires of racial hatred*, 22 June 2014, <http://www.nation.lk/edition/fine/item/30434-aluthgama-and-beruwala-%E2%80%98burnt%E2%80%99-by-fires-of-racial-hatred.html#sthash.MDZdQTtC.dpuf> (14.07.2014);
dbsjeyaraj.com, *Medical Reports of Muslims Killed by Gunfire at Welipitiya Were Fabricated to Indicate They were Hacked to Death in a Bid to Cover Up Role of "Defence Personnel" in Anti-Muslim Violence*, 29 June 2014, <http://dbsjeyaraj.com/dbsj/archives/31159> (14.07.2014).

²⁹ "The TNA, founded in 2001 with the LTTE's encouragement, was the ambiguous product of the Tigers' anti-politics: a political formation with no real autonomy and no right to dissent, but used by the LTTE to claim popular support. It was built from parties with quite different histories and relationships to the LTTE and the armed struggle. Some member parties – Tamil Eelam Liberation Organisation (TELO) and Eelam People's Revolutionary Liberation Front (EPRLF) – were ex-militant groups, former LTTE rivals but not opposed to violence. The TULF and the All Ceylon Tamil Congress (ACTC), on the other hand, were longstanding democratic parties; TULF members in particular were often uncomfortable with LTTE tactics and control. Some TNA politicians were genuinely supportive of the LTTE; others followed it under duress": International Crisis Group, *Sri Lanka: Tamil Politics and the Quest for a Political Solution*, Crisis Group Asia Report N°239, 20 November

lage (*Grama Sevakas*) mettent fin à cette pratique, car selon eux elle équivaut à une violation du droit à la protection contre les traitements dégradants et du droit à l'égalité et à la protection égale de la loi garantie par la Constitution. Lors d'une audience qui a eu lieu le 3 mars 2011, le procureur général du Sri Lanka a assuré à la cour que l'armée allait arrêter l'enregistrement forcé. En réponse, les parlementaires de la TNA ont retiré leur requête. Ces pratiques n'auraient cependant pas cessé, ce qui a amené la déposition d'une nouvelle requête par les membres de la TNA. Cette dernière a été, à nouveau, retirée en juin 2011, après que le commandant des forces de sécurité de Jaffna ait donné l'assurance que l'enregistrement forcé serait supprimé. Cependant, le commandant aurait par la suite nié avoir donné une telle assurance.³⁰ Selon TamilNet, les résidents de Batticaloa auraient aussi été sujets à de tels enregistrements.³¹

Depuis la fin de l'état d'urgence en août 2011, l'enregistrement des citoyens se baserait sur l'article 76 de l'ordonnance relative à la police :

*« Every householder within such town and limits shall furnish the officer of police of his division, when required so to do by such officer under the order received to that effect from any Magistrate having jurisdiction within such town and limits, or from the Inspector-General of Police, with a list of all the inmates of his house, distinguishing the members of his family from the servants or others resident therein ; and he shall also, if it shall be so directed in the order of the Inspector-General of Police or Magistrate report any increase or diminution, or change in the same ; and he shall not, having received such notice under such order, harbour a stranger without giving such notice thereof to the principal officer of police of his division ; and every person failing in any duty imposed upon him by this clause shall be guilty of an offence, and be liable to any fine not exceeding fifty rupees. »*³²

Un autre élément de surveillance mis en avant par la TNA en 2011 était le fait que l'armée exerçait un contrôle strict sur la vie privée des résidents du Nord et de l'Est du pays. La TNA qualifiait, en effet, d'inquiétant le niveau de contrôle exercé par l'armée sur la vie privée des communautés dans le Nord et l'Est. Les familles devaient informer l'armée des invités qu'ils recevaient chez eux, de leur lien avec ces personnes, de la raison ainsi que de la durée de leur visite. Toute réunion de famille, comme par exemple la célébration d'une naissance, un mariage ou un décès, nécessitait l'autorisation préalable du poste de police le plus proche. Chaque village aurait eu un « Bureau des affaires civiles » géré par les forces armées où toute personne entrant dans un village aurait été tenue de se faire enregistrer. L'armée devait aussi être informée des activités de la communauté telles que des rencontres sportives. Dans son rapport, la TNA relate un incident précis qui se serait déroulé à Chavakachcheri

2012, www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/239-sri-lanka-tamil-politics-and-the-quest-for-a-political-solution.pdf (09.07.2014).

³⁰ Asian Tribune, *Sri Lanka: Minority Tamil Parliamentarians lament of forced registration of residents in Jaffna and K'Nochchi*, 23 février 2011, <http://www.asiantribune.com/news/2011/02/22/sri-lanka-minority-tamil-parliamentarians-lament-forced-registration-residents-jaffna> (09.07.2014).

Daily Mirror, *Registration of Tamils in north to be stopped*, 21 June 2011, <http://www.dailymirror.lk/news/12028-registration-of-tamils-to-be-stopped.html> (09.07.2014).

Daily Mirror, *Forcible registration continues*, TNA, 14 March 2011, <http://www.dailymirror.lk/news/10330-forcible-registration-continues-tna.html> (09.07.2014).

Daily Mirror, *No assurance given (re registration in Jaffna)*, 27 June 2011, <http://www.dailymirror.lk/news/12120-no-assurance-given.html> (09.07.2014).

³¹ TamilNet, *STF Collects Details of Exiled Tamils from Batticaloa*, 3 June 2011, <http://www.tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=34020> (09.07.2014).

TamilNet, *Amidst Renewed SL Militarisation, Batticaloa Village Observes 24th Year of Massacre*, 28 May 2011, <http://www.tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=34005> (09.07.2014).

TamilNet, *Forced Registration in Batticaloa*, 3 April 2011, <http://www.tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=33755> (09.07.2014).

³² An Ordinance to provide for the establishment and regulation of a police force in Sri Lanka, 1866, <http://www.lawnet.lk/process.php?st=2001Y2V53C&hword=%27%27a&path=5> (09.07.2014).

(Jaffna) et au cours duquel des jeunes participants à un match de football auraient été agressés par l'armée pour avoir joué au football sans avoir obtenu l'autorisation de l'armée.³³

La question relative à la surveillance et à l'observation de l'armée est discutée à plusieurs reprises dans des rapports publiés par l'*International Crisis Group*. Selon un rapport publié en mars 2012, la présence de dizaines de milliers de soldats et de centaines de checkpoints aurait permis à l'armée de contrôler les mouvements et les activités de tous les résidents, en particulier des anciens membres des LTTE relâchés des centres de réhabilitation. L'armée aurait été ainsi au courant de et souvent activement impliquée dans les plus petits problèmes émergeant au niveau local. Toujours selon ce rapport, dans le Vanni, il n'aurait pas été possible d'avoir une réunion de quatre personnes ou plus sans la permission, et souvent la présence, des militaires locaux.³⁴ Dans un autre rapport publié une année plus tard (février 2013) par l'*International Crisis Group*, on peut lire que l'armée observerait également de près le travail des organisations humanitaires et des ONG locales, ainsi que la population locale dans son ensemble.³⁵

La surveillance et l'observation de l'armée dans le Nord et l'Est du pays ont été confirmées pendant les entretiens menés lors de la mission de l'ODM au Sri Lanka en décembre 2013. Selon les interlocuteurs rencontrés, l'observation et l'enregistrement de la population ainsi que des organisations humanitaires et des ONG locales travaillant dans la région seraient mis en œuvre non seulement par l'armée, mais aussi par le Criminal Investigation Department (CID) et le Terrorist Investigation Department (TID).³⁶

6. Résurgence de nouvelles tensions en 2014

Comme nous avons pu le voir dans le chapitre deux ci-dessus, lors de sa conférence délivrée le 13 juin 2013, Gotabaya Rajapaksa a déclaré que la présence de l'armée dans les anciennes zones de conflit était nécessaire à cause de la menace de résurgence des LTTE soutenue par une partie de la diaspora. Selon ses propres mots : « *Particularly in the North and East, where we know that there are still potential threats to National Security, it is essential to have a significant though unobtrusive military presence. Some recent efforts of international elements to reorganise pro-LTTE elements in the North underscores the need for this. For example, the recent arrest of some youth in Jaffna and Chennai who had been recruited by a Chennai based LTTE-linked group funded by the LTTE's Europe based network, shows the utmost need to remain vigilant in this regard.* »³⁷ La menace mentionnée par Gotabaya Rajapaksa dans son discours de juin 2013 a pris de nouvelles dimensions début 2014. Ces événements, que nous allons expliciter ci-dessous, ont, entre autres, eu pour conséquence une augmentation des troupes et un renforcement des mesures de sécurité dans les anciennes zones de conflit.

On peut lire dans plusieurs articles parus dans la presse sri lankaise que, suite à l'arrestation début mars 2014 de deux hommes qui collaient des affiches incitant la population tamoule à se mobiliser contre l'armée, la police aurait été informée qu'un groupe de personnes,

³³ M.A. Sumanthiran, *Situation Report: North and East Sri Lanka*, paper tabled in the Sri Lankan parliament by the Tamil National Alliance, 21 October 2011, https://docs.google.com/file/d/0B0vgVMXCVudFNzE4YmJlM2MtZWZhOC00Nzc4LWJmNjUtM2NjMDRjNDU3ZDZj/edit?hl=en_US&pli=1 (09.07.2014).

³⁴ International Crisis Group, *Sri Lanka's North I: The Denial of Minority Rights*, Asia Report N°219, 16 mars 2012, <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/219-sri-lankas-north-i-the-denial-of-minority-rights.pdf> (09.07.2014).

³⁵ International Crisis Group, *Sri Lanka's Authoritarian Turn: The Need for International Action*, Asia Report N°243 20 February 2013, <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/243-sri-lankas-authoritarian-turn-the-need-for-international-action.pdf> (09.07.2014).

³⁶ Interviews avec des représentants d'ONGs nationales et internationales, membres de la société civile ainsi que des représentants d'organisations internationales menés entre le 10 et le 20 décembre 2013 à Jaffna, Kilinochchi, Trincomalee, Mullaitivu, Vavuniya et Colombo.

³⁷ Sri Lankan Defence Secretary, Gotabaya Rajapaksa, "Sri Lanka's National Security Concerns," lecture delivered at the Kotelawala Defence University, 13 June 2013, http://www.defence.lk/new.asp?fname=Sri_Lanka_National_Security_Concerns_20130613_08 (09.07.2014).

soutenu par une partie de la diaspora, tentait de raviver les LTTE.³⁸ Les deux hommes, dont les noms ont été divulgués par les médias, auraient affirmé avoir été mobilisés par des membres de la diaspora tamoule en Suisse. L'un d'entre eux aurait aussi déclaré avoir reçu de l'argent en provenance de la diaspora en Suisse.³⁹

D'après les informations recueillies par les autorités sri lankaises, M. Selvanayagam Kajeepan alias Gopi aurait été à la tête de ce groupe au Sri Lanka. Selon les enquêtes menées par la police, Gopi aurait été un proche collaborateur de Pottu Amman (chef des services de renseignement des LTTE). A la fin de la guerre, il aurait été, selon certaines sources, hébergé dans un camp de personnes déplacées internes jusqu'en 2010 et, selon d'autres sources, détenu dans un camp de réhabilitation. A sa sortie du camp, il serait parti vivre au Qatar, où il aurait travaillé comme chauffeur. Après son séjour au Qatar, il se serait rendu en Europe, où il aurait rencontré des membres des LTTE vivant en exil. Ces derniers l'auraient ensuite chargé de retourner au Sri Lanka en juillet 2013 dans le but de raviver les LTTE.⁴⁰

Selon les informations publiées dans les médias, Gopi aurait reçu l'assistance de deux autres anciens membres des LTTE : M. Navarathnam Navaneethan alias Appan et M. Sundaralingam Kajeepan alias Thevian (ou Thevihan). Appan aurait aussi travaillé avec Pottu Amman au sein des services secrets des LTTE. Il n'aurait, cependant, pas été réhabilité à la fin de la guerre.⁴¹ Thevian serait, lui aussi, un ancien membre des LTTE impliqué dans deux attaques aériennes perpétrées en 2007.⁴² Le ministre de l'Enseignement Supérieur, M. Dissanayake, a, quant à lui, déclaré que Gopi avait reçu de l'aide de la part de

³⁸ Ceylon Today, *Terrorism tries to rise like phoenix from the ashes - On the trail of Gopi and other LTTE revivalists*, 10 April 2014, <http://www.ceylontoday.lk/90-61350-news-detail-terrorism-tries-to-rise-like-phoenix-from-the-ashes-on-the-trail-of-gopi-and-other-ltte-revivalists.html> (09.07.2014);

Daily Mirror, *A bigger plan by the LTTE nipped in the bud*, 29 March 2014,

<http://www.dailymirror.lk/opinion/dbsjeyaraj-column/45138-a-bigger-plan-by-the-ltte-nipped-in-the-bud.html> (09.07.2014);

Daily Mirror, *Tharmapuram shooting, Search for Gobi and Revival of LTTE in North*, 22 March 2014,

<http://www.dailymirror.lk/opinion/dbsjeyaraj-column/44821-tharmapuram-shooting.html> (09.07.2014);

Daily Mirror, *Thwarting an attempt to revive the LTTE in North*, 6 May 2014,

<http://www.dailymirror.lk/opinion/dbsjeyaraj-column/46742-thwarting-an-attempt-to-revive-the-ltte-in-north.html> (09.07.2014).

The Sunday Leader, *LTTE fronts overseas trying to revive terror?*, 23 March 2014,

<http://www.thesundayleader.lk/2014/03/23/ltte-fronts-overseas-trying-to-revive-terror/>

³⁹ Ceylon Today, *Terrorism tries to rise like phoenix from the ashes - On the trail of Gopi and other LTTE*

revivalists, 10 April 2014, <http://www.ceylontoday.lk/90-61350-news-detail-terrorism-tries-to-rise-like-phoenix-from-the-ashes-on-the-trail-of-gopi-and-other-ltte-revivalists.html> (09.07.2014).

⁴⁰ The Sunday Observer, *Army thwarts terrorists' regrouping*, 20 April 2014,

<http://www.sundayobserver.lk/2014/04/20/sec03.asp> (09.07.2014).

World Socialist Web Site, *Sri Lankan military kills alleged "LTTE suspects"*, 16 April 2014,

<http://www.wsws.org/en/articles/2014/04/16/sril-a16.html> (09.07.2014).

BBC, *Suspected Tamil rebels shot dead in Sri Lanka*, 11 April 2014, <http://www.bbc.com/news/world-asia-26984716> (09.07.2014).

The Sunday Leader, *LTTE fronts overseas trying to revive terror?*, 23 March 2014,

<http://www.thesundayleader.lk/2014/03/23/ltte-fronts-overseas-trying-to-revive-terror/> (09.07.2014).

Ceylon Today, *Terrorism tries to rise like phoenix from the ashes - On the trail of Gopi and other LTTE*

revivalists, 10 April 2014, <http://www.ceylontoday.lk/90-61350-news-detail-terrorism-tries-to-rise-like-phoenix-from-the-ashes-on-the-trail-of-gopi-and-other-ltte-revivalists.html> (09.07.2014).

Daily Mirror, *Tharmapuram shooting, Search for Gobi and revival of LTTE in North*, 22 March 2014,

<http://www.dailymirror.lk/opinion/dbsjeyaraj-column/44821-tharmapuram-shooting.html> (09.07.2014).

Daily Mirror, *A bigger plan by the LTTE nipped in the bud*, 29 March 2014,

<http://www.dailymirror.lk/opinion/dbsjeyaraj-column/45138-a-bigger-plan-by-the-ltte-nipped-in-the-bud.html> (09.07.2014).

⁴¹ Ceylon Today, *Terrorism tries to rise like phoenix from the ashes - On the trail of Gopi and other LTTE*

revivalists, 10 April 2014, <http://www.ceylontoday.lk/90-61350-news-detail-terrorism-tries-to-rise-like-phoenix-from-the-ashes-on-the-trail-of-gopi-and-other-ltte-revivalists.html> (09.07.2014).

⁴² Ceylon Today, *Terrorism tries to rise like phoenix from the ashes - On the trail of Gopi and other LTTE*

revivalists, 10 April 2014, <http://www.ceylontoday.lk/90-61350-news-detail-terrorism-tries-to-rise-like-phoenix-from-the-ashes-on-the-trail-of-gopi-and-other-ltte-revivalists.html> (09.07.2014).

M. Sritharan (parlementaire, membre de l'Alliance Nationale Tamoule).⁴³

Comme nous l'avons déjà vu plus haut, Gopi aurait, depuis son retour au Sri Lanka le 4 juillet 2013 et grâce à l'aide d'une partie de la diaspora pro-LTTE, tenté de raviver les LTTE. Selon certaines sources, le groupe aurait reçu ses ordres de Nediyanan (leader des LTTE basé en Norvège) et Vinayagam (leader des LTTE basé en France).⁴⁴ De plus, le frère de Gopi vivrait en Suisse et serait trésorier du réseau international des LTTE. Il aurait été en charge du transfert d'argent au groupe.⁴⁵ Le groupe aurait, entre autres, été chargé d'organiser des attaques terroristes ainsi que de recouvrer des armes cachées par les LTTE avant la fin de la guerre. Afin de retrouver ces armes, des détecteurs de mines anti-personnelles auraient été volés à une ONG. Le groupe de Gopi aurait été aussi tenté de recruter des anciens membres des LTTE n'ayant pas été réhabilités et des jeunes sans emploi, avec pour but de les faire participer à des actes terroristes. Au cours de ses investigations, la police aurait aussi découvert des caches d'armes.⁴⁶

Le 13 mars 2014, alors qu'il se serait caché chez Mme Balendran Jayakumari à Tharmapuram (Dharmapuram) dans le district de Kilinochchi, Gopi aurait tiré sur deux agents du TID qui tentaient de l'arrêter, blessant un des officiers. Il aurait ensuite réussi à s'enfuir. Suite à cela, Mme Jayakumari et sa fille de 13 ans auraient été arrêtées en vertu de la loi relative à la prévention du terrorisme (*Prevention of Terrorism Act – PTA*).⁴⁷ Sa fille aurait ensuite été relâchée. Quant à Mme Jayakumari, elle aurait été envoyée à la prison de Boosa.⁴⁸ Mme Jayakumari a depuis la guerre été très active au sein du mouvement demandant des informations quant aux personnes disparues. Deux des ses fils sont morts pendant la guerre et le troisième (enfant soldat recruté par les LTTE) a disparu après s'être rendu à l'armée à la fin de la guerre.⁴⁹ Suite à la fuite de Gopi le 13 mars, la police aurait continué à rechercher ce dernier ainsi que les autres membres du groupe. Cette course-

⁴³ The Island, *SB accuses TNA MP of having close links with Gopi*, 16 April 2014, http://island.lk/index.php?page_cat=article-details&page=article-details&code_title=101653 (09.07.2014); Tamil Guardian, *TNA MP had close links with 'Gopi' – Minister*, 16 April 2014, <http://www.tamilguardian.com/article.asp?articleid=10658> (09.07.2014).

⁴⁴ The Sunday Times, *Four killed: Govt. sees bid to revive LTTE*, 13 April 2014, <http://www.sundaytimes.lk/140413/news/four-killed-govt-sees-bid-to-revive-ltte-92582.html> (09.07.2014).

⁴⁵ Ceylon Today, *Terrorism tries to rise like phoenix from the ashes - On the trail of Gopi and other LTTE revivalists*, 10 April 2014, <http://www.ceylontoday.lk/90-61350-news-detail-terrorism-tries-to-rise-like-phoenix-from-the-ashes-on-the-trail-of-gopi-and-other-ltte-revivalists.html> (09.07.2014).

⁴⁶ Ceylon Today, *Terrorism tries to rise like phoenix from the ashes - On the trail of Gopi and other LTTE revivalists*, 10 April 2014, <http://www.ceylontoday.lk/90-61350-news-detail-terrorism-tries-to-rise-like-phoenix-from-the-ashes-on-the-trail-of-gopi-and-other-ltte-revivalists.html> (09.07.2014).

The Sunday Leader, *LTTE Fronts overseas trying to revive terror?*, 23 March 2014, <http://www.thesundayleader.lk/2014/03/23/ltte-fronts-overseas-trying-to-revive-terror/> (09.07.2014).

⁴⁷ Parliament of The Democratic Socialist Republic of Sri Lanka, *Prevention of Terrorism (Temporary Provisions) Act No. 48 of 1979*, [Certified on 20 July 1979], http://www.satp.org/satporgtp/countries/shrilanka/document/actsandordinance/prevention_of_terrorism.htm (12.03.2014).

⁴⁸ Daily Mirror, *Tharmapuram shooting, Search for Gobi and Revival of LTTE in North*, 22 March 2014, <http://www.dailymirror.lk/opinion/dbsjeyaraj-column/44821-tharmapuram-shooting.html> (09.07.2014).

Ceylon Today, *Security tightened in North - Manhunt launched to catch terror suspect Gopi. All vehicles entering and exiting North are checked*, 21 March 2014, <http://www.ceylontoday.lk/51-59410-news-detail-security-tightened-in-north-manhunt-launched-to-catch-terror-suspect-gopi-all-vehicles-entering-and-exiting-north-are-checked.html> (09.07.2014).

Colombo Telegraph, *Kilinochchi Disappearances: Activist and 13 year old daughter arrested after hours of interrogation*, 14 March 2014, <https://www.colombotelegraph.com/index.php/kilinochchi-disappearances-activist-and-13-year-old-daughter-arrested-after-hours-of-interrogation/> (09.07.2014).

Ceylon Today, *Terrorism tries to rise like phoenix from the ashes - On the trail of Gopi and other LTTE revivalists*, 10 April 2014, <http://www.ceylontoday.lk/90-61350-news-detail-terrorism-tries-to-rise-like-phoenix-from-the-ashes-on-the-trail-of-gopi-and-other-ltte-revivalists.html> (09.07.2014).

⁴⁹ Ceylon Today, *Terrorism tries to rise like phoenix from the ashes - On the trail of Gopi and other LTTE revivalists*, 10 April 2014, <http://www.ceylontoday.lk/90-61350-news-detail-terrorism-tries-to-rise-like-phoenix-from-the-ashes-on-the-trail-of-gopi-and-other-ltte-revivalists.html> (09.07.2014).

Colombo Telegraph, *Kilinochchi Disappearances: Activist and 13 year old daughter arrested after hours of interrogation*, 14 March 2014, <https://www.colombotelegraph.com/index.php/kilinochchi-disappearances-activist-and-13-year-old-daughter-arrested-after-hours-of-interrogation/> (09.07.2014).

poursuite s'est terminée le 11 avril à Mullaitivu lorsque Gopi, Appan et Thevian auraient été tués par l'armée alors qu'ils tentaient de s'enfuir.⁵⁰

6.1. Augmentation du nombre de soldats et renforcement des mesures sécuritaires

Entre mai 2009 et décembre 2013, date de la mission de l'ODM au Sri Lanka, le nombre de checkpoints présents sur le territoire avait drastiquement diminué. Cependant, ces derniers n'avaient pas totalement disparus. En effet, les checkpoints d'Elephant Pass et Omanthai continuaient à être des points de contrôle. Des barrages routiers sur la péninsule de Jaffna ainsi que dans le Vanni étaient toujours présents. De plus, certains interlocuteurs rencontrés lors de la mission de l'ODM en décembre 2013 ont affirmé que dans les anciennes zones de conflit, l'armée installait des checkpoints la nuit, ce qui était considéré comme une source d'insécurité par la population. Cette situation a, cependant, radicalement changé depuis les événements impliquant Gopi et son groupe, dont nous avons parlé ci-dessus.

Dans le cadre de la recherche de Gopi, dès le 19 mars 2014, les forces de sécurité auraient renforcé la sécurité dans le Nord. Toutes les voitures et personnes entrant ou sortant dans la région nord seraient contrôlés par l'armée.⁵¹ Des centaines de personnes auraient été interrogées par la police. De plus, depuis ces événements, les anciens LTTE seraient à nouveau tenus de faire rapport auprès des autorités. Leurs mouvements seraient étroitement surveillés.⁵² Le 11 avril 2014, le porte-parole de la police a affirmé à la presse sri lankaise que, dans le cadre de cette affaire, environ 65 personnes auraient été arrêtées sur la base de la loi relative à la prévention du terrorisme (PTA).⁵³ A titre d'exemple, le 16 mars 2014, les défenseurs des droits de l'homme M. Ruki Fernando et le révérend Praveen Mahesan ont été arrêtés alors qu'ils allaient enquêter sur l'arrestation de Mme Jayakumari et interrogés par des officiers de la division d'investigation sur le terrorisme (TID) à Kilinochchi.⁵⁴ Ils ont été libérés le 19 mars 2014.⁵⁵

Dans une interview accordée à la presse, M. Mahinda Samarasinghe (Ministre des industries de plantation et Envoyé spécial du président du Sri Lanka pour les droits de l'homme) a déclaré que les événements qui ont été exposés ci-dessus avaient fourni la preuve claire de la nécessité de la présence des troupes dans les anciennes zones de conflit.⁵⁶

Selon d'autres sources, l'affirmation du gouvernement selon laquelle des anciens membres des LTTE étaient en train d'essayer de raviver l'organisation est fautive et ne constitue qu'une excuse permettant de justifier une présence militaire élevée dans les anciennes

⁵⁰ Sunday Observer, *Army thwarts terrorists' regrouping*, 20 April 2014, <http://www.sundayobserver.lk/2014/04/20/sec03.asp> (09.07.2014).
The Sunday Times, *Four killed: Govt. sees bid to revive LTTE*, 13 April 2014, <http://www.sundaytimes.lk/140413/news/four-killed-govt-sees-bid-to-revive-ltte-92582.html> (09.07.2014).
World Socialist Web Site, *Sri Lankan military kills alleged "LTTE suspects"*, 16 April 2014, <http://www.wsws.org/en/articles/2014/04/16/sril-a16.html> (09.07.2014).
BBC, *Suspected Tamil rebels shot dead in Sri Lanka*, 11 April 2014, <http://www.bbc.com/news/world-asia-26984716> (09.07.2014).

⁵¹ Ceylon Today, *Security tightened in North - Manhunt launched to catch terror suspect Gopi. All vehicles entering and exiting North are checked*, 21 March 2014, <http://www.ceylontoday.lk/51-59410-news-detail-security-tightened-in-north-manhunt-launched-to-catch-terror-suspect-gopi-all-vehicles-entering-and-exiting-north-are-checked.html> (09.07.2014).

⁵² Daily Mirror, *Tharmapuram shooting, Search for Gobi and revival of LTTE in North*, 22 March 2014, <http://www.dailymirror.lk/opinion/dbsieyara-column/44821-tharmapuram-shooting.html> (09.07.2014).

⁵³ Daily News, *65 snarred in LTTE comeback bid*, 11 April 2014, <http://www.dailynews.lk/?q=local/65-snared-ltte-comeback-bid> (09.07.2014).

⁵⁴ The Sri Lanka Guardian, *Sri Lanka: Arbitrary arrest & detention*, 19 March 2014, <http://www.srilankaguardian.org/2014/03/sri-lanka-arbitrary-arrest-detention.html>

⁵⁵ Ceylon Today, *Terrorism tries to rise like phoenix from the ashes - On the trail of Gopi and other LTTE revivalists*, 10 April 2014, <http://www.ceylontoday.lk/90-61350-news-detail-terrorism-tries-to-rise-like-phoenix-from-the-ashes-on-the-trail-of-gopi-and-other-ltte-revivalists.html> (09.07.2014).

⁵⁶ World Socialist Web Site, *Sri Lankan military kills alleged "LTTE suspects"*, 16 April 2014, <http://www.wsws.org/en/articles/2014/04/16/sril-a16.html> (09.07.2014).

zones de conflit.⁵⁷

6.2. Mesures législatives adoptées

En mars 2014, le gouvernement a aussi adopté de nouvelles mesures législatives ayant pour but de combattre la résurgence de la menace terroriste qui, selon lui, plane sur le pays.

En 2012, le gouvernement sri lankais avait adopté un règlement⁵⁸ (« the United Nations Regulation No. 1 of 2012 ») se basant sur la résolution 1373 du Conseil de sécurité des Nations Unies adoptée après les attentats du 11 septembre 2001, et demandant à tous les États de prendre des mesures pour prévenir et lutter contre le terrorisme.⁵⁹ Ce règlement autorise le gouvernement sri lankais à désigner des individus, groupes ou entités considérés comme ayant commis, tenté de commettre, participé à ou facilité la perpétration d'actes terroristes et à geler leurs avoirs financiers et leurs ressources économiques. Le texte du règlement est le suivant :

«4. (1) *The Minister [of Defence], on the recommendation of the Competent Authority shall from time to time, for the purposes of these regulations, either on his own initiative or upon the request of a foreign State, designate -*

(a) natural persons, whom the Competent Authority has reasonable grounds to believe commit or attempt to commit, participate in or facilitate the commission of, terrorist acts within the meaning of these regulations ;

(b) legal persons, groups or entities, which the Competent Authority has reasonable grounds to believe commit or attempt to commit or participate in or facilitate the commission of, terrorist acts within the meaning of these regulations ;

(c) legal persons, groups or entities which are owned or controlled directly or indirectly by one or more natural or legal persons, group or entities referred to in (a) and (b) above; and d) natural and legal persons, groups or entities acting on behalf of, or on the direction of, one or more natural or legal persons, groups or entities referred to in (a) and (b) above.

(2) Upon the designation of natural persons, legal persons, groups or entities, the Competent Authority shall compile a List of all Designated Persons (hereinafter referred to as the "List"). The Competent Authority shall cause the List to be published forthwith in the Gazette. The List shall come onto operation on the date of the publication of the same in the Gazette.»

⁵⁷ The New Indian Express, *Lessons from Geneva*, 2 April 2014, <http://www.newindianexpress.com/columns/Lessons-from-Geneva/2014/04/02/article2144056.ece> (09.07.2014);

Fox News, *Women's group says Sri Lanka arresting female family members in place of rebel suspects*, 9 April 2014, <http://www.foxnews.com/world/2014/04/09/women-group-says-sri-lanka-arresting-female-family-members-in-place-rebel/> (09.07.2014);

The Sunday Leader, *Gopi incident was not staged – Brigadier Ruwan Wanigasooriya*, 20 April 2014, <http://www.thesundayleader.lk/2014/04/20/gopi-incident-was-not-staged-brigadier-ruwan-wanigasooriya/> <http://www.foxnews.com/world/2014/04/09/women-group-says-sri-lanka-arresting-female-family-members-in-place-rebel/> (09.07.2014).

⁵⁸ The Gazette of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka, *Regulations made by the Minister of External Affairs under section 2 of the United Nations Act No. 45 of 1968 - The United Nations Regulation No. 1 of 2012 - Minister of External Affairs*, 13 May 2012, Gazette Extraordinary No. 1758/19, 15 May 2012, http://www.documents.gov.lk/Extgzt/2012/PDF/May/1758_19/G%2016035%20%28E%29%20EX.%20G..pdf (09.07.2014).

⁵⁹ Nations Unies, Conseil de sécurité, *Résolution 1373 sur la menace à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes* adoptée par le Conseil de sécurité à sa 4385^e séance, le 28 septembre 2001, http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/1373%282001%29 (09.07.2014).

Le 21 mars 2014, le gouvernement sri lankais a adopté un décret⁶⁰ basé sur le règlement de 2012 listant 16 organisations tamoules (parmi lesquelles les LTTE) actives, entre autres, en Australie, au Canada, en France, en Italie, en Norvège, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Suisse et au Sri Lanka, ainsi que 424 personnes. Ces organisations et ces individus entrent, selon les autorités sri lankaises, dans les catégories listées à l'article 4 du décret de 2012 reproduit ci-dessus. La manière dont cette liste a été établie reste floue. A titre illustratif, certaines personnes apparaissant dans cette liste seraient décédées depuis plusieurs années.⁶¹ La TNA, qui a été publiquement soutenue par plusieurs organisations tamoules listées dans ce décret, a critiqué la manière dont cette liste avait été élaborée et demandé au gouvernement de revoir cette liste afin d'en enlever les organisations contre lesquelles aucunes preuves n'étaient disponibles.⁶²

La portée de ce décret est expliquée dans un communiqué de presse du Ministre des Affaires étrangères sri lankais, Prof. G.L. Peiris : « *The substantial effect of an order under this Regulation is that all funds, assets and economic resources belonging to or owned by the designated persons or entities remain frozen until they are removed from the designated list. Moving, transferring or dealing with frozen assets without the permission of the Competent Authority is prohibited. In terms of the Regulation, any person who fails to comply with an order to freeze assets is liable to heavy penalties.* »⁶³

Le 26 mars 2014, le Conseil des droits de l'homme à Genève a adopté une résolution demandant au Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) de mener une enquête sur les allégations relatives aux crimes de guerre commis par toutes les parties au conflit de février 2002 à novembre 2011.⁶⁴ Selon certaines sources, le décret adopté quelques jours plus tôt, serait destiné à museler efficacement les organisations de défense des droits au Sri Lanka et de punir les organisations de la diaspora qui ont aidé les enquêtes de l'ONU avant le vote du conseil.⁶⁵

D'autres sources affirment que l'adoption du décret aurait pour but de restreindre les mouvements de fonds provenant de la diaspora et destinés aux partis d'opposition tamouls, tels que la TNA, ainsi qu'aux organisations de la société civile tamoule.⁶⁶

⁶⁰ The Gazette of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka, *The List of designated persons, groups and entities referred to in sub-paragraph (2) of paragraph (4) of the United Nations Regulations No. 1 of 2012 Gazette Extraordinary No. 1758/19 of May 15, 2012*, 20 March 2014, Gazette Extraordinary No. 1854/41, 21 March 2014, http://documents.gov.lk/Extgzt/2014/PDF/Mar/1854_41/1854_41%20%28E%29.pdf (09.07.2014).

⁶¹ Dbsjeyaraj.com, *424 individuals designated by Sri Lankan Govt may be blacklisted and have their assets and economic resources frozen*, 16 April 2014, <http://dbsjeyaraj.com/dbsj/archives/29239> (09.07.2014). Colombo Telegraph, *Gota's banning Gazette contains list of 16 Tamil diaspora orgs and 424 individuals*, 4 April 2014, <https://www.colombotelegraph.com/index.php/banning-gazette-contains-list-of-16-tamil-diaspora-orgs-and-424-individuals/> (09.07.2014);

The Times of India, *India complies with Sri Lanka's terrorist list: Report*, 4 May 2014, <http://timesofindia.indiatimes.com/india/India-complies-with-Sri-Lankas-terrorist-list-Report/articleshow/34646444.cms> (09.07.2014);

Daily Mirror, *Dead man's name in list of designated individuals*, 7 April 2014, <http://www.dailymirror.lk/news/45542-dead-mans-name-in-list-of-designated-individuals.html> (09.07.2014).

Daily Mirror, *Video: SL bans LTTE fronts*, 31 March 2014, <http://www.dailymirror.lk/news/45244-sl-bans-ltte-fronts.html> (09.07.2014);

Fox News, *Sri Lanka government bans global Tamil political groups, accusing them of supporting terrorism*, 2 April 2014, <http://www.foxnews.com/world/2014/04/02/sri-lanka-government-bans-global-tamil-political-groups-accusing-them/> (09.07.2014).

⁶² R Sampanthan, MP, Leader, Tamil National Alliance, *TNA Statement on Sri Lanka's diaspora ban*, 24 May 2014, <http://sangam.org/wp-content/uploads/2014/05/TNA-Statement-on-Diaspora-Ban.pdf> (09.07.2014).

⁶³ Daily News, *Banned! No fronting for LTTE*, 2 April 2014, <http://www.dailynews.lk/?q=local/banned-no-fronting-ltte> (28.07.2014).

⁶⁴ Nations Unies, Assemblée Générale, Conseil des droits de l'homme, *Favoriser la réconciliation et l'établissement des responsabilités à Sri Lanka*, A/HRC/25/L.1/Rev.1, 26 mars 2014, http://ap.ohchr.org/documents/dpage_e.aspx?si=A/HRC/25/L.1/Rev.1, (09.07.2014)

⁶⁵ UCA News, *Critics question Sri Lanka's ban on Tamil exile groups*, 3 April 2014, <http://www.ucanews.com/news/critics-question-sri-lankas-ban-on-tamil-exile-groups/70629> (28.07.2014).

⁶⁶ Groundviews, *Sri Lanka: Post-Geneva, Post-Provincial Council Elections*, 4 July 2014, <http://groundviews.org/2014/04/07/sri-lanka-post-geneva-post-provincial-council-elections/>, (04.09.2014);

Selon M. Alan Keenan, directeur du projet Sri Lanka au sein de l'*International Crisis Group* cité dans un article de presse, l'adoption de ce décret aura un impact négatif sur la démocratie sri lankaise : « *the ban is a very serious and negative development, effectively criminalizing legitimate democratic dissent within Sri Lanka and making it harder to challenge government policies from outside the island* ». ⁶⁷ Selon lui, l'adoption de ce décret aurait plusieurs objectifs : « *It appears designed in part to punish those Tamils inside and outside Sri Lanka who organized in support of the UNHRC resolution.* ». « *[The ban] may also be designed to make it more difficult for activists within Sri Lanka to gather and disseminate information about alleged war crimes and other human rights violations, since much of the information that has emerged over the past five years has come through diaspora networks* » ⁶⁸ Toujours selon M. Keenan : « *if the government has specific and credible evidence that any of the groups or their leaders were in any way involved in financing or encouraging political violence or terrorism, they should make that evidence public and share it with law enforcement authorities in those countries where the groups operate* ». ⁶⁹ « *The fact the Sri Lankan government hasn't done this lends weight to the widespread belief that the ban is a political attack on the government's Tamil critics, rather than a legitimate response to a genuine threat.* » ⁷⁰

Tamil Guardian *Proscription of diaspora orgs is to demoralise Tamils in homeland* - K. Guruparan, 02 April 2014, <http://www.tamilguardian.com/article.asp?articleid=10510>, (04.09.2014).

⁶⁷ UCA News, *Critics question Sri Lanka's ban on Tamil exile groups*, 3 April 2014, <http://www.ucanews.com/news/critics-question-sri-lankas-ban-on-tamil-exile-groups/70629> (28.07.2014).

⁶⁸ UCA News, *Critics question Sri Lanka's ban on Tamil exile groups*, 3 April 2014, <http://www.ucanews.com/news/critics-question-sri-lankas-ban-on-tamil-exile-groups/70629> (28.07.2014).

⁶⁹ UCA News, *Critics question Sri Lanka's ban on Tamil exile groups*, 3 April 2014, <http://www.ucanews.com/news/critics-question-sri-lankas-ban-on-tamil-exile-groups/70629> (28.07.2014).

⁷⁰ UCA News, *Critics question Sri Lanka's ban on Tamil exile groups*, 3 April 2014, <http://www.ucanews.com/news/critics-question-sri-lankas-ban-on-tamil-exile-groups/70629> (28.07.2014).